



HAL
open science

L'Inde à la veille d'élections à hauts risques

Christophe Jaffrelot, Gilles Leboucher

► **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot, Gilles Leboucher. L'Inde à la veille d'élections à hauts risques. [Rapport de recherche] Centre de recherches internationales. 2014, pp.9. hal-03586166

HAL Id: hal-03586166

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03586166>

Submitted on 23 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



ATELIERS DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE

Compte rendu de la réunion du 8 avril 2014

L'Inde à la veille d'élections à hauts risques

Christophe Jaffrelot, directeur de recherche au CNRS/CERI-Sciences Po

Les grandes lignes :

- Cinq semaines de scrutin, 800 millions d'inscrits ; on s'attend à une participation record aux élections de « la plus grande démocratie du monde ».
- Le résultat ne fait guère de doute. Le vainqueur devrait être le candidat du parti nationaliste hindou (BJP), Narendra Modi.
- Ce succès annoncé s'explique par le rejet massif du Parti du Congrès, dont le gouvernement de coalition avait pourtant été celui de la croissance économique, mais jusqu'à 2011-12 seulement.
- Les classes moyennes, qui avaient goûté au mieux-être, jugent le gouvernement sortant responsable du récent « trou d'air » de la croissance.
- Narendra Modi est un militant actif du nationalisme hindou depuis l'enfance. Il a encouragé les pogroms antimusulmans dans son Gujarat natal en 2002.
- Parvenu à la tête de cet État, il s'est efforcé avec succès d'y attirer les investisseurs, nouant de fructueuses relations avec les milieux d'affaires.
- Il devrait accélérer la libéralisation de l'économie, ce qui offrira de nouvelles opportunités aux investisseurs, y compris français, s'ils se montrent patients.
- L'ascension de Modi va de pair avec une forme de rejet du parlementarisme, discrédité par les affaires de corruption et les lenteurs du développement.
- Le score du parti anti-corruption, d'émergence récente, né de mouvements spontanés, est l'inconnue du scrutin.
- Même vainqueur, Narendra Modi n'aura sans doute pas la majorité absolue. Peu enclin au compromis, il devra s'allier à des partis régionaux qui peuvent aussi se monter intransigeants. La stabilité du futur gouvernement n'est pas garantie.

1. Un vainqueur connu d'avance

Le scrutin qui a commencé le 7 avril 2014 en Inde est un rendez-vous électoral majeur. Il y a 850 millions d'électeurs potentiels, dont 100 millions de nouveaux inscrits, susceptibles de voter pour la première fois. La majorité électorale est à 18 ans. On peut penser que ces élections vont être très suivies.

Les points positifs

Le taux de participation ne cesse de monter en Inde alors que, partout ailleurs, la démocratie ne fait plus recette. En 2009, aux législatives, les Indiens ont voté à 58%, contre 55% pour les Français en 2012. Les taux de participation aux élections régionales récentes ont tous été supérieurs à 70%. Les femmes votent désormais plus que les hommes, plus encore quand elles sont pauvres et analphabètes. (Le taux d'alphabétisation des femmes est de 10 points inférieur à celui des hommes.) C'est une spécificité indienne : plus on est pauvre, plus on vote ; plus on est riche et éduqué, moins on vote. Il peut y avoir des écarts allant jusqu'à 10 points de pourcentage selon les États. Les pauvres n'ont pas grand chose d'autre que le nombre. Ils utilisent le rendez-vous électoral pour montrer qu'ils doivent être pris en compte. De plus, ils bénéficient d'un droit qu'ils aiment faire valoir, celui de pouvoir faire la queue et poser leur doigt sur l'écran tactile comme les plus fortunés. Mais cette fois-ci, tout le monde va voter.

Au crédit de la plus grande démocratie du monde, comme l'Inde aime se qualifier, il faut inscrire le travail remarquable de la commission électorale. Réussir à organiser un tel scrutin est un tour de force. Les listes électorales ont été nettoyées. Ce qui explique en partie l'élévation du taux de participation : le nom des morts a été gommé. Un gros travail a été accompli, également, pour le déploiement des forces de l'ordre qui vont accompagner les urnes électroniques. Cela fait quinze ans que le vote électronique est généralisé en Inde. Les bornes arrivent parfois à dos d'âne dans les confins himalayens. La loi exige qu'aucun bureau de vote ne soit éloigné de plus d'un mile des habitations. Il arrive qu'il y ait un bureau de vote pour une personne, son droit de vote étant garanti. La logistique est considérable.

Déplacer les urnes et les forces de l'ordre exige du temps. C'est la raison du calendrier électoral, qui s'étale sur des semaines. Le scrutin, commencé le 7 avril, se terminera le 12 mai. Les résultats seront connus le 16 mai.

Les points négatifs

En regard de ces points positifs, on relève beaucoup de sources d'inquiétude et de déception. La campagne électorale a été décevante. Il n'y a pratiquement pas eu de débats contradictoires. Aucun, en fait, entre les principaux candidats au poste de Premier ministre. L'Inde est dans une phase de présidentialisation, d'américanisation de la vie politique nationale. Quand on est sur la pente de la personnalisation du pouvoir, les personnalités devraient débattre. Il n'y a même pas eu de programmes. Ce n'est que le jour de l'ouverture du scrutin que le Parti nationaliste hindou (BJP) a produit un

programme électoral. Cela montre que les programmes ne sont pas ce sur quoi les électeurs sont appelés à se prononcer. Ils ont à se prononcer sur des enjeux qui n'ont rien à voir avec les politiques publiques. La campagne a été surtout émotionnelle, valorisant des enjeux d'identité politique.

C'est d'autant plus contrariant que la presse n'a pas joué son rôle. Elle le joue de moins en moins. Elle s'autocensure de plus en plus et ne met pas les hommes politiques à la question. Son ton a beaucoup changé, notamment vis-à-vis du BJP. Cela pose la question du pouvoir au sein des médias. Ces derniers rapportent de l'argent, y compris les quotidiens imprimés, dont le tirage s'est accru de 8% en 2013. Tous les journaux sont tenus par des milieux d'affaires, sauf *The Hindu*, qui reste la propriété d'une famille d'intellectuels depuis 1885. Le poids des milieux d'affaires dans les groupes de médias indiens, dont le riche Mukesh Ambani, qui possède la chaîne CNN-IBN, suscite de l'autocensure. Les meilleurs journalistes admettent ne pas pouvoir couvrir l'actualité avec la même liberté qu'avant.

Le poids de l'opinion et des déficits

Il y a une limite aux concessions que les États indiens peuvent faire aux entreprises étrangères : l'opinion publique et les mouvements de protestation contre la déforestation, les mines à ciel ouvert, le détournement des cours d'eau, etc. Au Tamil Nadu, les villageois se sont opposés à la façon dont Michelin allait utiliser l'eau, qui servait jusque là à irriguer les campagnes. Les gouvernants ne peuvent pas ignorer de tels mouvements. C'est un effet positif de la démocratie. En outre, les concessions aux investisseurs étrangers sont limitées par le déficit abyssal des États indiens, y compris au Gujarat.

Les raisons des dysfonctionnements

Pour la première fois depuis 1984, le gagnant est pratiquement connu d'avance. Quels que soient les sondages, Narendra Modi, candidat du BJP, est donné vainqueur. Cette quasi-certitude s'explique par le rejet massif, sans précédent, du Parti du Congrès, qui dirige la coalition au pouvoir depuis 2004. Cette formation va sans doute enregistrer la pire défaite de son histoire. Elle ne devrait pas obtenir plus de 100 sièges à la chambre basse du Parlement, qui en compte 544. Les barons du Congrès eux-mêmes ne se présentent pas de peur d'être battus.

Pourquoi cet incroyable désaveu alors que les deux mandats du gouvernement de Manmohan Singh ont été les années d'une croissance à quasi deux chiffres ? Le problème vient justement de ce que la croissance traverse un trou d'air, qui lui fait perdre trois points de pourcentage. Elle est passée de 9% à, péniblement, 6%. Cette défaillance est attribuée à l'absence de politique économique de Manmohan Singh, à son manque de réaction face à ce dont tous les pays émergents souffrent aujourd'hui. L'État a un tel déficit budgétaire, de tels problèmes de trésorerie qu'il n'a pas pu trouver de marges de manœuvre. Il a laissé la roupie dévisser. La dépréciation a été comparable à celles du real brésilien et de la livre turque (-15%, -20%). La classe moyenne indienne, qui se voyait déjà arrivée dans le monde globalisé, s'est trouvée prise à contrepied. Elle en veut à Manmohan Singh de ne pas avoir gardé le cap.

Retard des infrastructures

Le système du parlementarisme indien est perçu comme un frein au développement des infrastructures (aéroports, autoroutes, réseau ferré, etc.). Mais il n'y a pas d'antinomie entre la démocratie et le fait de construire des routes. Si cela ne marche pas, c'est parce que la démocratie fonctionne mal. Les infrastructures prennent un retard incroyable, notamment si l'on compare l'Inde à la Chine. Au lieu de faire 20 kilomètres de routes par jour, on en fait deux. Ce n'est pas à cause de la démocratie. Il y a deux obstacles : le cadastre (on ne sait pas à qui appartient la terre et chaque acquisition de parcelle nécessite des mois, voire des années de procès) et la corruption (plus une route met de temps à se construire, plus cela rapporte).

La corruption est le deuxième facteur de rejet. La croissance à deux chiffres a été aussi celle des affaires de corruption les plus extraordinaires qu'ait connues l'Inde. Le scandale de l'attribution des licences 2G dans la téléphonie mobile a représenté un manque à gagner pour l'État de 38 milliards de dollars. Celui des mines se monterait à 32 milliards de dollars. Chaque fois, des proches des hommes politiques – et peut-être du Premier ministre – ont obtenu des licences d'exploitation à vil prix. Les ministres des télécoms, de l'industrie et des mines sont derrière les barreaux, mais l'image du gouvernement a énormément souffert. D'autant que les hommes politiques ne cachent plus leur fortune. Il n'y a pas que des oligarques russes sur la Côte d'Azur. C'est nouveau. Ce n'était pas l'esprit hérité de Nehru.

Troisième problème majeur, la logique dynastique du Congrès lui coûte très cher. De Nehru à Indira Gandhi, il y avait un leader. Rajiv Gandhi a fini par le devenir. Après une période de vide, Sonia Gandhi a aussi été, en coulisses, un grand leader. Mais son fils, Rahul Gandhi, qu'elle a mis sur le devant de la scène, ne l'est pas. Sa fille pourrait l'être. Suspendre le destin d'un grand parti à la préférence de la mère pour son fils est irresponsable. Rahul est catastrophique en meeting comme en interview. La presse s'en délecte.

2. La percée du nationalisme hindou

Cependant, le rejet du Congrès n'explique pas à lui seul la montée en puissance de Narendra Modi. Ce dernier séduit pour diverses raisons, qui ne sont pas toutes négatives.

C'est un homme du nationalisme hindou, dont il est un militant, un activiste depuis l'enfance. Dans son Gujarat natal, il est entré à 7 ans au RSS (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*, Association des volontaires nationaux). Cette organisation de type paramilitaire naît en 1925, sous une forme voisine de celle des ligues des années trente en Europe. Chemise blanche, short kaki, calot noir, boots et bâton pour maintien de l'ordre musclé. Ce mouvement se constitue à l'origine en réaction à la mobilisation des musulmans en faveur de la défense du califat lors de la désagrégation de l'Empire ottoman. À ce moment, les hindous considèrent que les musulmans, plus que les Britanniques, sont le véritable ennemi. Ils s'organisent contre des gens qu'ils jugent peu patriotes, panislamiques et qui

n'hésitent pas à s'en prendre aux hindous. Le RSS s'organise en cellules (*shakas*, branches). À travers toute l'Inde, avant le lever du soleil ou après son coucher, sur la place du village ou dans le quartier urbain, les jeunes se réunissent en uniforme pour s'entraîner physiquement et intellectuellement. On réinvente l'histoire de l'Inde. Ce courant est obsédé par la réécriture des manuels scolaires. Son histoire n'est pas celle des historiens. Cela commence par le déni de l'invasion arienne. Pour les nationalistes hindous, les Ariens sont là de toute éternité. C'est pourquoi ils considèrent que les hindous ont vocation à dominer les minorités, chrétienne (2%) et musulmane (14%). Ces dernières peuvent pratiquer leur religion dans la sphère privée, à l'église ou à la mosquée. Mais dans la sphère publique, la culture à laquelle ils doivent prêter allégeance est l'hindouisme. Cela n'a pas changé depuis 1925.

L'ascension de Narendra Modi

Narendra Modi est un homme de très basse caste. Fils de presseur d'huile, enfant, il portait le thé pour l'échoppe de son père, comme dans le film *Slumdog millionnaire*. Il est le produit du RSS. Après avoir été un volontaire (*swyamsevak*) dès l'âge de neuf ans, il devient un cadre-prêcheur (*pracharak*), un idéologue. Il n'est pas marié, revendique son célibat. Il se consacre entièrement à l'organisation et n'a jamais eu d'autre métier. À l'origine, ce n'est pas un homme politique. Il ne dispute les élections en 2001 qu'après avoir été nommé chef du gouvernement du Gujarat, parachuté par le vieux leader du BJP, Lal Krishna Advani, son mentor, et le Premier ministre Atal Bihari Vajpayee. Il montre aussitôt ce que signifie le nationalisme hindou. En février 2002, un pogrom antimusulman fait environ 2 000 morts au Gujarat. C'est la flambée de violence intercommunautaire la plus importante depuis la partition de l'Inde en 1947. Modi, qui a télécommandé ce massacre, en profite pour dissoudre l'assemblée. En décembre 2002, il remporte les élections, qui se sont tenues dans un climat très antimusulman. Cela le propulse à la fois à la tête de l'État avec une majorité record et sur la scène nationale. Il est le héros des hindous, celui qui peut faire barrage à l'islamisme, voire à l'islam. Il apparaît comme celui qui aura assez de poigne pour gérer la question islamique. L'armée vote Modi. Elle reproche au gouvernement sortant de ne pas l'avoir modernisée. C'est la première fois que l'on voit les militaires indiens sortir de la neutralité. L'ancien chef d'état-major, à la retraite depuis moins de 18 mois, a rejoint le BJP.

Dalits et musulmans

La grande innovation des années 1990-2000 a été la constitution, pour la première fois, d'une force politique des dalits (intouchables), le BSP (*Bahujan Samaj Party*). On ne pouvait plus les ignorer. Dans la fonction publique, 15% des postes leur sont réservés. Cela a donné naissance à une bourgeoisie dalit. Mme Mayawati Kumari, qui appartient à ces sans-caste, a réussi à prendre le pouvoir en Uttar Pradesh. Elle a dirigé le plus grand État de l'Inde (200 millions d'habitants) pendant cinq ans, de 2007 à 2012. Aujourd'hui, on la crédite d'une vingtaine de sièges au Parlement. Elle a réussi à garder le vote des dalits et attire aussi beaucoup de musulmans. En termes de classes sociales, dalit et musulmans finissent par être du même monde. Le déclin socio-économique des musulmans est spectaculaire. Ils sont discriminés, ghettoisés. Un demi million de musulmans vivent à 7 kilomètres d'Ahmedabad sans fourniture publique d'eau ni d'électricité. Dalits et musulmans peuvent représenter ensemble 35% des votes de l'Uttar Pradesh. Dans un scrutin à un tour, cela peut permettre de remporter les élections. Cependant, Mayawati est isolée, en marge des deux grandes coalitions dirigées, l'une par le Congrès, l'autre par le BJP. Le parti dalit ne peut s'associer ni à l'une ni à l'autre. Le Congrès est le parti de Gandhi, grand adversaire des dalits, et le BJP est un parti de hautes castes.

Il y a, dans la majorité hindoue, une forte islamophobie, surtout dans les classes moyennes de villes. Cela s'explique notamment par le fait que l'Inde a été la cible d'attentats islamistes à répétition depuis 2001 : le 13 décembre 2001, juste après la chute des talibans en Afghanistan, attentat contre la *Lok Sabha* (chambre des députés) à Delhi ; du 26 au 29 novembre 2008, une dizaine d'attentats meurtriers à Bombay.

Modi a fait en sorte de modérer son discours pour apparaître comme l'homme de tous les Indiens. Mais il a continué à cultiver la fibre hindouiste, parfois antimusulmane. Début avril 2014, son bras droit, Amit Shah, a affirmé que voter pour Modi était se venger des musulmans, qui avaient pourtant déjà été victimes d'émeutes, en 2013 dans l'ouest de l'Uttar Pradesh, avec 55 tués.

Succès économiques

Autre point important, Modi apparaît comme celui qui peut relancer l'économie. Il tire argument du fait que son État, le Gujarat, a un taux de croissance supérieur à la moyenne nationale. Il s'en attribue les mérites bien que le Gujarat ait toujours été un État très actif sur le plan commercial et industriel. C'est là qu'est née l'industrie textile. Les Gujaratis sont partout dans le monde. Aux États-Unis, 50% des motels sont tenus par des Patels, une caste du Gujarat. Modi a permis à cet État de garder son avance. Il a été très apprécié des industriels. Il va vers eux, à la différence des nouveaux hommes politiques. Il les invite à venir investir au Gujarat et leur fait les concessions nécessaires. C'est pour cela que Tata a construit la Nano, sa petite voiture populaire, au Gujarat plutôt qu'au Bengale. Tata a obtenu le terrain de l'usine à 10 roupies de mètre carré, un prêt de 20 ans à 0% et une taxe réduite pendant 25 ans. C'est le budget du Gujarat qui a financé l'usine Tata.

Toute la pétrochimie du groupe de Mukesh Ambani, grand ami de Modi, est aussi dans cet État. Une soixantaine de zones économiques spéciales (SEZ) y sont aussi implantées, notamment dans les zones portuaires. Hors Bombay, les grands ports marchands sont au Gujarat. Modi a établi des relations personnelles avec presque tous les chefs d'entreprise, les Birla, les Ambani, les Godrej, les Mahindra, etc. C'est une aide certaine quand les campagnes électorales deviennent très coûteuses.

Libéralisation accrue de l'économie

Narendra Modi devrait libéraliser l'économie encore davantage. C'est ainsi qu'il a fonctionné au Gujarat et il est l'homme des milieux d'affaires, qui le lui demandent. Le Bombay Stock Exchange a commencé à remonter parce qu'on s'attend à une telle politique. Le futur Premier ministre sera pragmatique. Il est convaincu de devoir être jugé sur les résultats économiques. Il n'hésitera pas à attirer des investisseurs étrangers pour y parvenir, y compris dans le domaine de la défense. L'Inde a dépensé 20 milliards de dollars en achat d'armements en 2013. C'est le n° 1 mondial. Modi va accentuer la libéralisation en cours depuis 1991 parce qu'il faut créer quelque 200 millions d'emplois d'ici 2020. L'Inde a 17 millions d'habitants de plus chaque année.

Narendra Modi est perçu comme efficace parce qu'on voit en lui plus un manager qu'un homme politique. Le rejet frappe non seulement le Congrès, mais, plus largement, le monde politique. Dans ce contexte, Modi apparaît comme ailleurs. Certes, il est autoritaire

voire dictatorial – il s'est aliéné tous les leaders du BJP de son État parce qu'il n'a jamais voulu partager le pouvoir – mais on considère que c'est le prix à payer pour une gestion managériale du pays, qui a besoin d'un cap, d'une discipline, d'une volonté forte.

Ce qu'on ne peut pas dire

En Inde, on ne peut pas rappeler comment Narendra Modi a « présidé » aux pogroms de 2002 au Gujarat, ni dire comment les policiers qui avaient laissé faire ont été récompensés tandis que ceux qui avaient tenté de s'opposer ont été « mis au placard ». En plus des musulmans, les chrétiens aussi ont été victimes de quantité d'exactions. En 2003, le Gujarat a adopté une loi scélérate contre les conversions. On ne peut pas dire non plus que c'est le seul État indien à n'avoir pas eu de médiateur pendant dix ans pour éviter tout contre-pouvoir de type judiciaire. On ne peut pas révéler l'étroitesse des liens de Modi avec les milieux d'affaires. Le gendre de son ami Mukesh Ambani détient dix portefeuilles ministériels dans le gouvernement du Gujarat. C'est un fonctionnement analogue à celui de Poutine en Russie ou d'Erdogan en Turquie, mélange de populisme, de haute technologie, de nationalisme et de collusion avec les milieux d'affaires. Modi est un très bon communicant. Il a inventé les meetings en 3D, son hologramme paraissant en même temps dans 26 lieux différents. Dans un pays où l'image a une dimension magique, c'est un formidable atout.

Rejet du parlementarisme

Cela va de pair avec une forme de rejet du parlementarisme. Les récentes études montrent que, pour les Indiens, les débats parlementaires sont une perte de temps et d'énergie. L'arrivée de quelqu'un qui pourrait mettre le Parlement au pas, voire entre parenthèses, est bienvenue. Il est vrai que le Parlement indien a parfois des allures de cirque. Depuis que les débats sont télévisés, l'antiparlementarisme s'accroît. Récemment, une bombe lacrymogène a été utilisée contre le speaker pour que le désordre puisse se poursuivre.

Il y a, derrière, l'idée que la démocratie est peut-être un luxe qu'on ne peut pas se permettre quand il faut se développer. Les Chinois associent libéralisme économique et autoritarisme politique. Les gens pensent que, quand le pays traverse une zone de turbulences, le moment est à l'effort. On viendra à plus de liberté après.

Pour toutes ces raisons, Modi entraînera probablement le BJP vers une victoire électorale sans précédent. Mais il n'aura pas la majorité. Il est très difficile pour un parti de passer la barre des 272 sièges. On crédite le parti nationaliste hindou d'environ 200 sièges. Il lui faudra des partenaires. On n'a pas l'équivalent des vagues antérieures. Rajiv Gandhi, en 1984, avait obtenu 48% des voix et quatre-vingtième des sièges ; Indira Gandhi, en 1971, moins de voix, mais plus de sièges. Depuis, les partis régionaux se sont développés et le BJP ne pourra pas les battre sur leur terrain. Il y aura, cette fois-ci, plus de voix pour les partis régionaux que pour les partis nationaux. BJP et Congrès feront sans doute entre 45% et 50% des voix. Modi n'aura pas de mal à trouver des gens qui ne pensent pas comme lui, mais qui veulent prendre leur part du gâteau. Il y a 42 partis au Parlement. Seuls ceux qui ont beaucoup d'électeurs musulmans hésiteront à franchir le pas.

200 millions de consommateurs ?

Aujourd'hui, on considère qu'il y a en Inde 200 millions de vrais consommateurs, dont seulement la moitié peut être une clientèle pour l'industrie aéronautique. Parmi ceux-là, on dénombre quelque 9 millions de personnes, pas riches, qui travaillent dans le Golfe. Il est quasi impossible de faire des prévisions à partir de moyennes sur l'ensemble de la population.

Émergence d'un parti anti-corruption

Deux points d'interrogation subsistent. Le premier à court terme : que fera l'*Aam Admi Party* (AAP, Parti de l'homme ordinaire), variable encore mal identifiable du jeu politique ? C'est un nouveau parti, créé fin 2012 mais qui a vraiment émergé dans la presse fin 2013. En décembre 2014, en effet, il a réussi à prendre le pouvoir à Delhi lors des élections régionales. C'est le produit des mobilisations des années 2010-2011 contre la corruption. Un mouvement spontané et apolitique de protestation s'était alors exprimé dans la rue. Un septuagénaire gandhien, Anna Hazare, en a été le chantre sans vouloir s'engager en politique. Au nom de la morale, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Ces manifestations ont été amplifiées par les affaires de viol, d'insécurité, etc.

Réveil du fédéralisme et corruption

Le fédéralisme indien a longtemps été atrophié. Jusqu'aux années 1980, le Congrès, parti dominant, inhibait les États. C'était contre productif. Indira Gandhi, jacobine, centralisatrice, ne supportait pas que des États soient entre les mains de l'opposition. La fin du parti dominant a sonné le réveil du fédéralisme. Chaque État a aujourd'hui un parti régional qui, parfois, gouverne depuis longtemps. C'est plutôt mieux mais la limite est la mise en place d'un clientélisme. Ces partis régionaux monnaient leur soutien au gouvernement national. Ce qui peut expliquer les affaires de corruption comme celle de la licence téléphonique 2G. On avait donné le ministère des télécoms à Andimuthu Raja, membre du parti dravidien de Madras, en échange de son soutien.

Ce mouvement est en train de passer à la politique avec Arvind Kejriwal, l'ancien bras droit d'Anna Hazare. Ce quadragénaire a démissionné de la haute fonction publique pour se consacrer à la cause de la moralité en politique. Il fait « un tabac » auprès de la classe moyenne qui ne veut plus du Congrès et qui, au nom de la démocratie, n'est pas pour Modi. À Delhi, il n'avait pas la majorité absolue. Il n'est resté en place que 49 jours. Il voulait faire passer en justice Mukesh Ambani, qui avait remporté le contrat gazier de Delhi et vendait son gaz à un prix que seul ses amitiés au plus haut niveau de l'État pouvaient permettre. Quand on s'attaque à ce genre de gros poisson, comme par hasard, on perd la majorité le lendemain. Aujourd'hui, c'est le meilleur des opposants. Quand Modi a fait savoir qu'il serait candidat à Bénarès, Kejriwal s'y est présenté aussi. Personne ne peut prévoir le score de ce parti. Il attire des gens de toute l'intelligentsia, comme la danseuse Mallika Sarabhai, des gens de la high-tech à Bangalore, passés par la Silicon Valley. Aujourd'hui, le taux d'urbanisation de l'Inde est plutôt d'un tiers que d'un quart de la population. Il y aura beaucoup de sièges urbains au Parlement. Sans remporter forcément des sièges, l'AAP peut prendre des voix au BJP.

Pénurie d'eau

Le partage des eaux est un vrai problème entre les États indiens. Ce sera la grande question des vingt années à venir. La fonte des glaciers himalayens, qui s'accélère, prépare une Inde et une Chine où les grands fleuves seront des oueds. Ils ne se rempliront qu'en période de pluie. Le Pakistan sera encore plus touché par ce phénomène de stress hydrique. En Inde, construire un barrage dans un État en amont d'un autre est déjà très difficile.

Risques et inquiétudes

La deuxième question est la suivante : quelle pérennité accorder à un gouvernement Modi, qui sera forcément de coalition ? Le probable Premier ministre n'a jamais été un fédérateur, un négociateur, un homme de compromis. Il pense même que son refus de faire des concessions est son atout principal. Il n'a jamais fait amende honorable pour le pogrom du Gujarat. Il aura affaire à des chefs de partis régionaux aussi intransigeants que lui. Il ne sera pas facile de trouver un terrain d'entente. Combien de temps pourra-t-il rester Premier ministre dans ces conditions ? Le risque, c'est que l'Inde renoue avec une forme d'instabilité dont Manmohan Singh l'avait préservée.

On parle peu de politique étrangère en Inde. Dans la presse, personne ne s'est fait l'écho de la crise ukrainienne. L'Inde a approuvé l'opération russe alors que cela va à l'encontre de tout ce qu'elle défend sur le plan international en termes de souveraineté de l'État. La Russie fait en Crimée ce que l'Inde empêche le Pakistan de faire au Cachemire. La Chine a été un peu présente dans la campagne électorale parce que Modi est impressionné par le modèle chinois. Le Pakistan est omniprésent dans la campagne parce Modi a besoin d'un adversaire et parce qu'il considère que le Congrès s'est montré trop faible face à « l'État terroriste ». On ne sait pas comment un homme comme Modi réagirait à une attaque du type de Bombay en 2008. Dans son programme électoral, il remet en cause l'idée du *no first use*, de l'usage en premier de l'arme nucléaire. Avec le retrait américain d'Afghanistan la région va entrer dans une zone grise, très dangereuse. Comment l'Inde réagirait-elle à une perte de contrôle du Pakistan s'il était déstabilisé par les assauts des talibans ?

Une carte à jouer pour la France

Indépendamment de Modi, la France a une carte à jouer. Elle jouit d'une forte crédibilité. Les Américains ont imposé des sanctions à l'Inde, pas la France. Les Indiens ont compris que s'ils passaient commande sur des matériels sensibles, le risque de se trouver privés de pièces détachées ou de maintenance était moindre avec la France qu'avec les États-Unis. Les Français sont, comme les Russes, « les amis des mauvais jours ». L'important est d'être présent et patient. À la longue, ça paie. Renault fait « un tabac » avec le Duster ; Valeo s'en sort bien, Saint-Gobain aussi. La signature des contrats peut prendre quinze ou seize ans. Celui du Rafale traîne, certes, mais est en très bonne voie. On ne peut pas signer un tel contrat quelques mois avant les élections. Cela coûte très cher et la probabilité de pots de vin est tellement grande qu'il vaut mieux ne pas prendre le risque avant d'être élu.